

COUP DE MASSUE SUR LES POSTES ET LA DGH

Quand la DGER pilote à vue et fragilise

l'Enseignement Agricole public



membre de l'élan commun



UNE COUPE SANS PRÉCÉDENT DANS LES DGH

Les annonces qui nous remontent des régions depuis une dizaine de jours maintenant, et depuis pour partie confirmées nationalement font l'effet d'une bombe : 45 ETP supprimés et/ou mis en réserve, a minima de l'ordre de 25000 h de DGH dont nos lycées devraient se passer... des fermetures de classe, des non-ouvertures en dépit des priorités actées en région, des baisses de seuils, des regroupements de classes, des baisses de DGH par centaines voire par milliers d'heures... Bref, un coup de rabot sans précédent dans un contexte qui doit pourtant être celui de l'appui à l'enseignement agricole qui doit porter l'effort national de relance des installations en agriculture ! En dehors de 2 ou 3 régions (dont Occitanie et PACA), régionalement cela se traduirait à ce stade : en Bourgogne Franche Comté par - 4800 h soit - 7,5 ETP ; en Bretagne par - 3500 h ; en Pays de la Loire par - 1600 h soit - 2.9 ETP ; en Nouvelle Aquitaine par - 5649 h soit - 8 ETP...



UNE ANNONCE BRUTALE POURTANT SANS DECISION BUDGETAIRE

Car ces annonces sont liées pour l'essentiel au projet de budget Barnier (qui n'existe plus) qui envisageait de supprimer des postes dans l'Enseignement Agricole, dont une majorité dans le public ; au projet de Diplôme National de Premier Cycle en Sciences et Techniques de l'Agronomie-ex Bachelor (qui n'existe pas encore) et pour lequel la DGER réserve des postes... peut-être pour permettre des ouvertures à la rentrée prochaine... ou à la suivante (sic !). UBUESQUE ! Ainsi, on envisage des fermetures de classe, des baisses de seuil, des regroupements de classes... donc de rejeter des élèves et des étudiant·es de nos lycées publics... SUR LA BASE D'ÉLÉMENTS BUDGÉTAIRES ET D'ORIENTATIONS POLITIQUES QUI N'EXISTENT PLUS !



UN CALENDRIER INACCEPTABLE

Tout cela s'est fait dans un calendrier rarement vu et qui a mis et met de fait une pression sans précédent sur les autorités académiques, les Directions d'EPL et in fine les personnels des établissements ; qui aboutit à des prises de décisions régionalement et localement (et des projets de DGH mis en œuvre pour le 20/12)... alors que rien n'est décidé. Ainsi, par exemple, alors que PARCOURSUP a ouvert ce 18 décembre, des annonces de fermetures de BTS (mais donc pas certaines) aboutiraient à leur suppression de PARCOURSUP, alors qu'au final, ces BTS pourraient très bien être maintenus ?



LE DIALOGUE SOCIAL, TOUJOURS LE GRAND ABSENT

Alors que les instances nationales (CSA-EA, CSAM) et régionales (CSA-REA, CREA, CAEN) viennent de se tenir, qu'un CNEA vient d'être annulé "FAUTE DE SUJET à débattre" !!!! Le Ministère de l'Agriculture au plus grand mépris du dialogue social "envisage" la suppression de plusieurs dizaines de postes et de plusieurs dizaines de milliers d'heures de DGH sans jamais que ces éléments n'aient été présentés et encore moins discutés nulle part !

**AVEC TANT
D'INCERTITUDES,
COMMENT OSER FAIRE DE
TELLES ANNONCES ?**

Le SNETAP-FSU exige que la DGER modifie sa communication et sa stratégie de pilotage et que le nouveau Premier Ministre renonce à toute suppression d'emplois dans l'Enseignement Agricole Public !